

Près de 24% des accouchements réalisés par intervention

Une demande croissante pour la césarienne

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3706 - Lundi 2 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Restauration universitaire

Promesse de repas plus consistants

Page 4

L'autoroute Est-Ouest livrée à la fin de l'année

Abdelkader Quali : «Réouverture fin décembre de tous les tronçons»

Page 2

Sous les auspices du 1^{er} novembre

Par Mohamed Habili

De même que le FFS a attendu le 1^{er} novembre pour faire savoir qu'il persiste et signe dans son défi d'organiser une conférence réunissant l'ensemble de la classe politique en vue de créer un nouveau consensus national, de même le FLN s'est-il placé sous les mêmes auspices favorables pour lancer la mise en œuvre de son non moins ambitieux projet d'un vaste rassemblement de soutien au programme du président Bouteflika. Le 1^{er} novembre se ramenant au serment collectif, exaucé quelques années plus tard, de faire exister un pays dans la plénitude de son indépendance et de sa souveraineté, de le faire émerger de la longue nuit coloniale, on comprend que des acteurs politiques algériens soient portés à implorer sa baraka pour faire avancer des affaires leur tenant particulièrement à cœur. On peut juste se demander s'il n'y a pas là démesure, trop grand décalage, abus d'identification entre la prestigieuse référence historique et le but réel poursuivi dans le présent – j'allais dire ici-bas. N'empêche, le FFS et le FLN entendent chacun à leur façon rééditer le 1^{er} novembre : rassembler leurs compatriotes, les réunifier pour leur faire accomplir un miracle, qui n'est pas exactement le même chez l'un et l'autre.

Suite en page 3

Parlant d'«étape porteuse de crises»

Bouteflika appelle les Algériens à la patience



Appelant les Algériens à la patience face à une «étape porteuse de crises», le Président Bouteflika rassure sur la révision constitutionnelle et dévoile ses grandes lignes sans donner de délai sur son aboutissement, ni son mode d'adoption. Il annonce l'intégration dans ce projet d'un mécanisme indépendant de surveillance des élections, une revendication de l'opposition.

Lire page 3

Visite de Boudjemaâ Talai, ministre des Transports, à Béjaïa

Le transport de marchandises par voie ferrée enfin relancé ?

Page 4

Après 30 ans d'absence

Les Ath Yenni célèbrent le retour du chanteur Idir

Page 13

L'autoroute Est-Ouest livrée à la fin de l'année

Abdelkader Ouali : «Réouverture fin décembre de tous les tronçons»

■ La livraison de tous les tronçons en chantier de l'autoroute Est-Ouest est prévue pour la fin de l'année courante. C'est ce qu'a annoncé le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, lors d'une visite de travail dans la wilaya de Bouira.

Par Meriem Benchaouia

«**L'** autoroute sera ouverte fin décembre à la circulation puisque les travaux en cours au niveau des différents tronçons autoroutiers à l'Est, au Centre et à l'Ouest, seront achevés dans quelques semaines, excepté le chantier de Djebahia», a-t-il expliqué, en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Le tronçon de Djebahia, long de 5 km, est une zone de glissements où un groupement d'entreprises est à pied d'œuvre pour réaliser des «ponts enterrés et implanter quelques 1 200 pieux afin de conforter et stabiliser le sol», a ajouté le ministre qui inspectait les travaux de mise à niveau du tronçon autoroutier reliant Bouira à Lakhdaria sur une distance de 33 km. Pour la réalisation de ces pieux et la stabilisation de la

zone glissante, il a mis l'accent sur la nécessité de «redoubler d'efforts et mettre tous les moyens nécessaires afin de pouvoir livrer le projet d'ici au mois de juin 2016». Au niveau de ce chantier (mise à niveau des 33 km), lancé depuis mai 2013, M. Ouali a appelé les entreprises réalisatrices, les bureaux d'études et les autorités locales à «conjuguer leurs efforts et à travailler dans une parfaite coordination». «La coordination est plus que nécessaire pour assurer le même rythme de réalisation à tous les niveaux (approvisionnement en matériaux, livraison, acheminement, exécution des travaux et accélération de la cadence)», a insisté le ministre. Il a donné de fermes instructions aux réalisateurs du projet pour qu'ils achèvent «dans deux mois» les sections en cours de réhabilitation au niveau de la partie reliant Lakhdaria à Djebahia. Pour les chantiers de l'ouest et ceux du Djebel El-Ouahch à Constantine, ils seront livrés «d'ici une année», a assuré M. Ouali à Lakhdaria où il a également inspecté les travaux de réalisation d'un contournement de la ville. Par ailleurs, Abdelkader Ouali a procédé à l'inauguration de plusieurs projets relevant de son secteur, notamment un parc régional des travaux publics devant couvrir plusieurs wilayas en cas d'intempéries. Réalisé au niveau du chef-lieu de la wilaya pour une enveloppe de plus de 70 millions



Ph/DR

61^e anniversaire de la Révolution Exposition de photos et livres au Musée central de l'armée

LE MUSÉE central de l'armée (Alger) abrite, à partir d'hier, une exposition de photos et de livres à l'occasion du 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération. La manifestation connaît depuis son ouverture un grand engouement du large public composé notamment d'élèves et de scouts venus de différentes wilayas. L'exposition retrace les différentes étapes de la Révolution et les grandes batailles menées par les héros de la guerre de Libération nationale dans les six wilayas historiques. Il s'agit notamment des batailles d'El Djorf (1955), Aïn Zana (1955), Timalouine Ouzzelaguene (1957), Djebel Boulagroune (1958), Djebel Béchar (1960) et celle de Djebel Thamer (1959). L'exposition s'étalera sur deux semaines en ce qui concerne les photos et documents relatifs à la Révolution et deux jours pour les livres historiques d'auteurs algériens et étrangers et les mémoires de personnalités nationales et étrangères ayant vécu la période de la guerre de Libération, a indiqué le responsable du bureau des relations publiques au musée, Mokhtar Akkache. A cette occasion, la famille du défunt moudjahid Lyes Derriche, dont le domicile a abrité la réunion du groupe historique des 22, sera honorée.

R. N.

de dinars, le parc régional, qui compte 14 unités de surveillance et d'intervention routière (USIR), couvrira les wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Alger, Boumerdès et Blida en cas de mauvaises conditions climatiques. Cette nouvelle structure, inaugurée par le ministre, est dotée de tous les équipements et matériels nécessaires afin d'assurer dans les meilleures conditions possibles des opérations de déneigement et d'évacuation des chemins

communaux de la wilaya de Bouira, ainsi que les routes nationales touchées par les intempéries à travers les wilayas sus-citées, ont expliqué les responsables du parc régional des travaux publics. M. Ouali a saisi cette occasion pour appeler les parties concernées à œuvrer de façon «à pérenniser ce système et à le rendre très efficace sur le terrain», et «à assurer l'entretien des équipements et du matériel de ce parc régional». Toujours

dans la ville de Bouira, le ministre a mis en service une trémie d'un linéaire de 2 km, récemment réalisée à la sortie Est de la ville, procédé à l'ouverture du dédoublement de la route nationale N° 5 reliant cette trémie au carrefour nord de la ville, ainsi que du dédoublement de la RN° 33 reliant Bouira à Haizer sur une dizaine de kilomètres, avant d'inspecter les travaux de réalisation de l'évitement Est de la ville de Bouira.

M. B.

Près de 24% des accouchements réalisés par intervention

Une demande croissante pour la césarienne

L'accouchement par césarienne est devenu une pratique courante dans notre pays. Près de 24% des accouchements dans les structures sanitaires sont effectués par césarienne. Pourquoi ce recours excessif à cette pratique devant se limiter uniquement aux cas exceptionnels ?

Il fut un temps où la césarienne, intervention chirurgicale, était l'ultime recours des gynécologues aux accouchements difficiles pour la survie de la maman ou de son bébé. De nos jours, et avec tous les risques de cette pratique (risques d'hémorragies, rupture utérine, infection de la cicatrice...), les médecins conseillent, voire obligent leurs clients d'opter pour la césarienne.

Si dans les cliniques privées cette pratique n'est pas toujours dans l'intérêt des patientes, dans les hôpitaux publics l'argument du manque de places et de moyens est toujours avancé. En Algérie, des statistiques fiables ne sont pas disponibles pour l'heure. Près de 24% des accouchements dans les structures sanitaires sont effectués par césarienne. Néanmoins, les chiffres dans le secteur privé ne sont pas des moindres. Les spécialistes estiment que 50 à 60% des césariennes ont lieu dans le secteur privé.

Selon le secrétaire général de la Société nationale de gynécologie obstétrique, le Professeur Mohand Saïd Oukid, le nombre

d'accouchements par césarienne a connu une évolution notable au cours des vingt dernières années, où le taux national n'excédait pas auparavant les 5%.

Même si le professeur justifie que le recours à cette pratique est motivé par des considérations purement médicales, permettant de réduire les risques de complications ou de décès chez les femmes enceintes ou leurs nouveau-nés, cet argument est battu en brèche par d'autres spécialistes qui avancent, chiffres à l'appui, que le taux de mortalité des femmes pendant l'accouchement par césarienne est cinq fois plus élevé que lors de l'accouchement par voie basse.

Ce n'est pas toujours dans l'intérêt des patientes que les médecins optent pour la césarienne.

Des cliniques privées optent pour l'accouchement par césarienne systématiquement afin que la patiente paye un prix plus élevé. Des gynécologues font de ce segment un véritable commerce.

La césarienne est devenue également une solution de confort pour certaines femmes qui préfèrent éviter les supplices de l'accouchement par voie basse. Or ces dernières qui affichent une attitude positive à cette offre, craignent le moment de l'accouchement par voie basse qui reste un moment difficile, ou encore la distension de leur orga-

ne génital. D'autres veulent choisir une date fétiche.

L'Algérie n'est pas le seul pays où la césarienne est pratiquée à plus grand échelle. Aux Etats-Unis d'Amérique, environ 80% des accouchements se font par césarienne. D'autres pays, tels que la Chine, la Turquie ou la France, ont également recours à cette pratique, avec des taux variant respectivement entre 70, 50 et 30% de l'ensemble des accouchements réalisés à travers les structures spécialisées de ces pays qui ont atteint, d'après le professeur Oukid, un niveau de maîtrise médical assez avancé. A contrario, les taux les plus faibles sont encore enregistrés, a-t-il ajouté, dans beaucoup de pays en voie de développement, à l'exemple de la Mauritanie où ce taux ne dépasse pas les 10%, induisant des risques de complication très élevés qui mettent en danger la vie des parturientes ou de leurs bébés, ou les deux à la fois, a-t-il souligné.

En tous cas, le taux des césariennes ne cesse d'augmenter dans le monde entier, y compris en Algérie. Nous assistons, depuis quelques années, à des demandes croissantes de la part des femmes. La demande est aussi croissante par les professionnels de santé mais sans raison médicale évidente.

Louiza Ait Ramdane

Parlant d'«étape porteuse de crises»

Bouteflika appelle les Algériens à la patience

■ *Appelant les Algériens à la patience face à une «étape porteuse de crises», le Président Bouteflika rassure sur la révision constitutionnelle et dévoile ses grandes lignes sans donner de délai sur son aboutissement, ni son mode d'adoption. Il annonce l'intégration dans ce projet d'un mécanisme indépendant de surveillance des élections, une revendication de l'opposition.*

Par Nacera Chennafi

Dans un message écrit adressé à l'occasion de la célébration de 61^e anniversaire de déclenchement de la guerre de Libération nationale, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué que le projet de révision constitutionnelle, attendu pour «bientôt», incarne «la volonté (...) de promouvoir la place et le rôle de la jeunesse face aux défis du millénaire». Dans ce cadre, le président a donné les grandes lignes du contenu du projet de loi portant révision de texte fondamental de la République. Le président a annoncé l'installation d'une commission indépendante pour la surveillance des élections : «Le projet de constitutionnalisation d'un mécanisme indépendant de contrôle et surveillance des élections, l'attribution d'un rôle actif (non encore explicité) à l'opposition dont la saisine du Conseil constitutionnel», lesquels constituent, selon le Premier magistrat du pays, des garants majeurs pour la nécessaire légitimation des institutions et la réhabilitation d'un climat politique serein. Il est à noter que la saisine du Conseil constitutionnel est limitée dans la Constitution (art 166) au président de la République et aux présidents de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation. Ce mécanisme indépendant de surveillance des élections figure parmi les revendications majeures de l'opposition, notamment celle regroupée

P.H.D. R.



dans le cadre de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD) en plus de la composante de l'Instance de suivi de l'opposition. Pour rappel, ses partis et ses personnalités n'ont pas participé aux consultations tenues en faveur de la révision constitutionnelle. Il faut savoir qu'à chaque consultation électorale l'opposition parle de fraude et certains ont même édité des livres, comme c'est le cas du RCD et de Ali Benflis. Dans son message, le Président Bouteflika entend «parachever» les «réformes politiques et de gouvernance», avec pour finalité de parvenir à une pratique démocratique «apaisée dans tous les domaines» à travers des garanties constitutionnelles, de recours et pratiques

nouvelles de nature à instaurer la confiance nécessaire dans le processus électoral. Il explique aussi que les garanties nouvelles du projet de révision proposé visent à «conforter le respect des droits et des libertés des citoyens ainsi que l'indépendance de la justice» et, en dernière instance, à «garantir une transparence» dans «tout ce qui est relatif aux grands enjeux économiques, juridiques et politiques de la vie nationale». Il estime que cette révision aboutit à «une affirmation d'une démocratie plus apaisée dans tous les domaines, ainsi qu'à davantage d'épanouissement des énergies des acteurs politiques, économiques et sociaux du pays au service de notre peuple, le peuple qui est la source exclusive de la démocra-

tie et de la légitimité et le seul arbitre souverain de l'alternance au pouvoir».

En répondant oui à l'appel pour mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance des élections, le président affirme le rejet d'aller à une transition démocratique comme souhaité par ses initiateurs, à savoir la CLTD.

D'autre part, il indique que le projet constitutionnel portera aussi sur la consolidation de l'unité nationale et la faculté de «promouvoir la place et le rôle de la jeunesse face aux défis du millénaire». Le président parle également de rajeunissement des cadres gestionnaires des entreprises étatiques comme source de grand espoir que la jeune génération puisse concourir activement à l'édification d'une Algérie développée.

En outre, le chef de l'Etat a appelé les Algériens à «bien considérer les enjeux de l'étape, de garder leur sang-froid devant les défis qui sont, souvent, exagérés dans le but d'effrayer le peuple, de le faire douter de ses capacités et d'ébranler sa confiance en ses dirigeants et ses cadres».

Pour dépasser ce qu'il a qualifié d'«étape porteuse de crises», le Président Bouteflika a appelé aux «vertus innées» du peuple algérien que sont «la patience et la détermination, l'amour de la patrie, la défense de ce qu'il a de sacré et ses richesses, la sauvegarde de sa liberté et de la souveraineté de sa décision, quels que soient la difficulté de la situation et le danger encouru». N.C.

Le ministre des Affaires religieuses :

«Faire du fonds de la zakat une institution moderne»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a appelé, samedi depuis Sidi Bel-Abbès, à la modernisation du fonds de la zakat, autrement dit l'aumône. Une étape qui permettra de contribuer au développement du pays dans un contexte où tous les moyens de financement sont bons.

Quelques jours après la fête d'Achoura, la zakat, ou autrement appelée l'aumône, a été évoquée par le ministre des Affaires religieuses et des wakfs lors de son déplacement dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès. L'amélioration des prestations du fonds de la zakat passe par sa modernisation, selon le même responsable. Un objectif qu'a tracé le même responsable tout en suggérant aux universitaires et imams d'enrichir le projet par leurs idées.

Le fonds de la zakat passera d'une simple caisse, parfois entreposée à l'intérieur des salles de prière dans les mosquées, à une véritable institution financière. Une proposition qui pourrait radicalement métamorphoser le rôle de cet établissement pour devenir un réel créancier et contribuer ainsi au développement de l'économie nationale. «Le fonds de la zakat est revenu en force sur le

terrain et ses recettes sont passées de 110 millions DA la première année à 1,4 milliard DA en 2014», a indiqué Mohamed Aïssa. Un constat qui malgré la croissance du chiffre d'affaires reste loin des espérances escomptées. Pour cette raison, le même orateur a prôné de faire du fonds de la zakat une fondation moderne. «Nous ne voulons pas qu'il soit géré comme le conçoivent d'autres dans des espaces dépourvus de bon sens», a déclaré le ministre, affirmant sa préférence pour que ce fonds soit géré à l'image d'un compte courant. L'appel vient à un moment où l'Algérie a besoin de réunir tout l'argent qui circule de manière informelle ou parallèle, et l'intégrer dans le marché formel. Un fait qui se réalisera uniquement par sa bancarisation. Plusieurs réunions ont été organisées dans ce cadre avec plusieurs entrepreneurs, chefs d'entreprises et industriels, dans le but de créer un point de passage initial à une relation de confiance et de transparence entre les donateurs et les bénéficiaires. Une manière d'ancrer davantage cette culture et la faire gagner plus de terrain. Le ministre des Affaires religieuses a affirmé que «nous sommes à même de faire de ce fonds non

seulement une force sociale mais aussi une force économique aidant au développement», soulignant que le fonds de la zakat a financé, depuis sa création en 2003, plus de 6 800 micro-entreprises à travers le crédit bonifié «Qard Hassan». Il faut savoir que pendant 10 ans d'existence des milliers de prêts ont été octroyés sur un fonds d'une valeur de 172 milliards de centimes dans le cadre de l'encouragement de l'investissement.

Il est à rappeler que le ministre des Affaires religieuses et des wakfs avait déjà annoncé que 87.5% de la globalité du solde a été distribué aux pauvres nécessiteux, qu'une allocation leur a été déboursée trimestriellement.

L'Algérie voit se creuser les disparités sociales et 14 millions d'Algériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Dans un autre angle économique, le fonds de la zakat présente de nombreux avantages, à l'exemple du financement des macro entreprises avec des prêts sans intérêt, donnant ainsi plus de chances aux jeunes investisseurs de les rembourser à temps.

Mohamed Mabkhout

LA QUESTION DU JOUR

Sous les auspices du 1^{er} novembre

Suite de la page une

Le FFS veut le faire contre le pouvoir (encore que ce soit aussi avec lui, avec sa collaboration) en place, représenté en la personne de Bouteflika, et le FLN dans l'intérêt exclusif de celui-ci. Un même rassemblement, en somme, mais pour deux finalités pour le moins opposées. Autant dire qu'il faudrait deux peuples à rassembler pour satisfaire aux deux objectifs. Or il n'y a pas que ces deux vieilles formations politiques pour en appeler à l'unité transcendantale des Algériens. Pour leur faire refaire le serment de se dépasser, de repartir à l'assaut du ciel. Il y a ce qui se veut un front uni de l'opposition, qui s'est donné pour sigle la CLTD, qui lui aussi a attendu la forte proximité du 1^{er} novembre pour refaire parler de lui, pour faire savoir qu'il n'était pas mort, qu'au contraire il était plus vivant que jamais. Il aurait pu s'y prendre la veille du 1^{er} novembre pour mieux capter son fluide bien-faisant, pour mettre toutes les chances de son côté, mais il faut croire que la crainte de faire dans l'excès lui a déconseillé d'en faire trop, et de courir de la sorte le risque de se ridiculiser. Cela n'a pas empêché Soufiane Djillali de parler comme s'il était à la veille d'un nouveau 1^{er} novembre. D'annoncer une révolution toute prochaine, c'est-à-dire la tenue d'un congrès constitutif de l'opposition, de toute l'opposition par delà sa diversité, ses divergences politiques, idéologiques, programmatiques, et autres. En somme de réaliser ce que le 1^{er} novembre lui-même n'accomplira que plusieurs mois plus tard. La déclaration de Novembre et le congrès de la Soummam en une seule fois, quoi ! Voilà ce qui s'appelle avoir de l'ambition... pour son pays. Mais il faut être indulgent, puisque même le président de la République a fait à peu près la même chose : il a lui aussi attendu le 1^{er} novembre pour dévoiler à grands traits la révision constitutionnelle, dans les limbes depuis maintenant des années, et dont l'objectif final n'est rien d'autre que la promotion d'un nouveau consensus national. A moins que ce ne soit seulement le renouvellement d'un ancien consensus. Toujours est-il que le projet novembriste présidentiel n'est pas exactement le même que celui de son parti, le FLN, même s'ils ne sont pas contradictoires. Comment peuvent l'être, en revanche, celui du FLN et celui du FFS, et davantage encore celui de la CLTD avec l'un et l'autre.

M. H.

Visite de Boudjemaâ Talai, ministre des Transports, à Béjaïa

Le transport de marchandises par voie ferrée enfin relancé ?

■ Le ministre des Transports Boudjemaâ Talai devrait effectuer une visite de travail et d'inspection aujourd'hui lundi à Béjaïa où il sera question de s'imprégner des différents pans du secteur, à savoir le transport ferroviaire dont le projet du dédoublement de la voie ferrée qui est bloqué depuis de longs mois, particulièrement au niveau de la vallée de la Soummam entre Akbou et Takriezt.

Par Hocine Cherfa

Un projet qui semble retenir aussi une attention particulière du wali qui compte parcourir très prochainement la ligne ferroviaire jusqu'à Béni Mansour pour constater de visu l'emprise du rail et surtout les tracés proposés par les uns et les autres et en juger sur pièces. Pour rappel, le blocage de ce projet d'envergure a été décrété par des propriétaires terriens, industriels et opérateurs économiques de la région qui estiment que le projet va saigner l'économie bâtie par la région depuis 50 ans. Au sujet du transport ferroviaire toujours, d'ores et déjà l'on s'interroge si le ministre va enfin conforter l'idée du directeur général de la SNTF qui a émis la réflexion du retourner au mode de transport de marchandises par la voie ferrée comme avant. Un mode de transport suspendu durant les années noires du terrorisme, rappelons-le. Des déclarations que le DG de la SNTF avait tenues il y a deux semaines environ à la Télévision algérienne TV3. S'agissant de Béjaïa, le transport de marchandises par rails concerne les céréales et l'accès direct par la voie ferrée vers Eriad Sétif (Moulin Soummam) dans la commune de Sidi-Aïch, aussi le transport de l'acier en faveur de l'entreprise Sider El-Hadjar dans la commune d'El-Kseur et le transport de carburants en faveur de Naftal ou la fusion entre la SNTF et Naftal qui a donné naissance à la filiale FTCE, etc. notamment, pour certaines wilayas du pays qui sont alimentées à partir de la raffinerie de Skikda au lieu de Béjaïa pour réduire le coût du transport et économiser des sommes colossales qui peuvent être versées dans la trésorerie de l'Etat en ces temps de disette et d'austérité. Ces entreprises sont de gros clients de la SNTF et leurs marchandises étaient acheminées auparavant par wagons avant que cela ne change et devienne par route ces deux dernières décades. Avec le dédoublement de la voie ferrée et le changement du tracé, va-t-on garder, renforcer ou réaliser des embrochements ferroviaires vers les entrepôts de ces grandes entreprises qui sont aussi d'importants clients de la SNTF ou va-t-on au contraire signer la fin de ce mode de transport de marchandises dans la région ? Ceci, sachant que sa suspension ces deux dernières décades a provoqué des pertes colossales pour les chemins de fer, que ce soit sur le plan des effectifs ou le plan financier. La relance de ces activités constitue pour la SNTF une

véritable opportunité pour relancer le secteur qui a traversé une véritable crise ces dernières années. Le retour à ces activités va créer des postes d'emplois et aura des conséquences positives sur le plan socio-économique pour la région et diminuer un tant soit peu les embouteillages générés sur nos routes par les camions de gros tonnages. Des responsables et travailleurs de la SNTF aimeraient que le ministre des Transports se prononce sur ces questions et décide surtout d'ouvrir les gares ferroviaires de la ligne Béjaïa-Béni Mansour, notamment celles d'Akbou et de Tazmalt dont la fermeture a provoqué des pertes sèches estimées à des centaines de millions de centimes voire plus d'un milliard de centimes par an. L'autre souci qui taraude les esprits des cheminots à Béjaïa est le manque du personnel, notamment les contrôleurs dans les trains. Cela génère aussi des pertes sèches estimées à plus d'un milliard de centimes par an à la SNTF de Béjaïa. Ce sont là quelques doléances que les cheminots voudraient voir prises en charge par le premier responsable du secteur pour la relance et l'essor des chemins de fer. Enfin, l'escalade des murs de clôture des gares par des jeunes pour ne pas payer les billets de transport constitue l'un des points noirs aussi qui doit être pris en charge par le secteur ceci, par le renforcement de la sécurité et le gardiennage des gares. Le phénomène est d'autant plus sérieux dans les gares de Béjaïa, notam-



ment, à Sidi-Aïch que celui-ci est un facteur qui fait perdre de l'argent à la SNTF. Dans cette commune, la sécurité des citoyens est aussi mise à mal puisque les habitants de la cité des 216 logements ne disposent pas encore de pont pour enjamber la voie ferrée. La SNTF a déjà saisi le maire et ce dernier devrait préparer une fiche technique et la soumettre aux responsables concernés afin de trouver une solution à ce problème et mettre fin aux risques encourus par les habitants. A noter que lors de sa visite prévue pour demain, le ministre devrait s'imprégner des

projets inscrits pour renforcer le transport routier, le transport aérien et le transport maritime, notamment le projet de la nouvelle gare maritime. L'occasion sera donnée aux élus d'aborder les projets du téléphérique devant relier la ville de Béjaïa à partir de El-Khémis au mont Gouraya, le projet de transport par tramway devant relier la ville de Béjaïa aux communes de l'Est, notamment. Des projets qui restent au stade de réflexion et d'étude pour certains depuis de longues années. Le premier responsable des Transports du pays devrait se rendre à l'aéro-

port Abane-Ramdane où il lui sera exposé l'étude d'extension de la piste d'atterrissage, faire le constat sur les facilitations aux immigrés; il visitera aussi la gare routière où un exposé lui sera présenté par le DTP sur le projet d'échangeur des Quatre chemins, la gare maritime qui est en chantier, il se rendra aussi à la gare ferroviaire de Béjaïa où un exposé sur le projet de dédoublement de la voie ferrée lui sera présenté et visitera également la gare routière où il verra les conditions d'accueil des voyageurs sur place.

H. C.

Restauration universitaire

Promesse de repas plus consistants

Prochainement dans nos restaurants universitaires, on servira des plats plus «consistants» que ceux servis jusqu'à ce jour. Le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) Abdelhak Bouderaâ, vise donc à améliorer les repas offerts à l'étudiant.

Avant que la crise économique ait gagné le pays, les étudiants algériens se plaignaient des plats servis dans leurs universités; manque d'hygiène, des repas nullement équilibrés. Les cuisiniers et les personnels de service du réfectoire des résidences universitaires servaient une «bouffe» sans goût, affirment les étudiants. En temps de crise, le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) Abdelhak Bouderaâ, lors d'un point de presse, a assuré que de nouveaux menus seront prochainement proposés aux étudiants dans les restaurants universitaires du pays. En effet, s'exprimant en marge de la première session de formation nationale, organisée dans la wilaya de Batna depuis vendredi dernier et réunissant des chefs de service restauration universitaire, le même responsable a précisé

que la mise en œuvre de ce programme sera effectuée progressivement, suivie de nouvelles procédures d'organisation prévues dans les résidences et les restaurants universitaires dont celle relative à la restructuration du service de restauration. L'initiative vise «l'amélioration du repas offert à l'étudiant», a estimé M. Bouderaâ qui a rappelé que plus de 1,200 millions de repas sont distribués quotidiennement dans les restaurants ouverts dans les différentes résidences universitaires à l'échelle nationale. Ces repas sont répartis à travers 400 cités universitaires relevant de 65 directions des œuvres universitaires du pays, a précisé, de son côté Ismail Inzaren, directeur de l'amélioration des conditions de vie de l'étudiant à l'ONOU. Les participants à cette formation qui se déroule au centre national de recherche de Batna et qui s'est poursuivie jusqu'au 1^{er} novembre, suivent des cours axés autour des mécanismes de gestion de la restauration, l'amélioration du repas et la réflexion pour la modernisation du repas. Rattraper le retard enregistré en matière de formation dans ce domaine et renforcer les capacités

du personnel de restauration, sont les autres objectifs de cette opération, a affirmé M. Bouderaâ, mettant en exergue les efforts consentis par cet Office pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants (au nombre de 500 000 à l'échelle nationale) en matière de transport, de restauration et d'hébergement. Il a ajouté, dans ce contexte, que d'autres sessions de formation spécialisées destinées aux chefs cuisiniers, médecins, responsables de l'alimentation et des activités culturelles et sanitaires au sein des résidences universitaires, seront lancées la semaine prochaine, dans le cadre de la modernisation des services de la vie étudiante gérés par les œuvres universitaires. Le directeur général de l'ONOU a par ailleurs appelé à la dynamisation des pratiques culturelles et sportives dans les résidences universitaires à travers l'encouragement de la création d'associations, actuellement absentes dans 40 % des cités universitaires en dépit du lancement d'une vaste campagne de sensibilisation dans ce domaine il y a une année.

Thinhinene Khouchi

Commerce extérieur

Déficit de la balance commerciale avec les pays arabes

■ La balance commerciale de l'Algérie avec la Grande zone arabe de libre-échange (Gzale) a affiché un déficit de 56 millions de dollars au 1^{er} semestre 2015 contre un excédent de 440 millions de dollars à la même période de 2014, selon l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).



Ph.D.R.

produits industriels importés depuis cette zone ont représenté une valeur de 1,1 md de dollars (88% des importations), en hausse de 0,6% par rapport à la même période de 2014. L'Algérie importe des pays de la Gzale des matières plastiques, du ciment, des médicaments, des charpentes métalliques et des fils de cuivre essentiellement. Algex relève dans son analyse que la Jordanie perd un peu de son monopole pour les médicaments au profit de l'Arabie Saoudite avec une part de 62% pour le premier pays et de 25% pour le second. Pour les produits agricoles et agro-alimentaires importés de la Gzale, leurs importations ont augmenté en passant à 143 millions de dollars contre 122 millions de dollars (+16%). Il s'agit essentiellement des légumes à cosse secs, tabacs, jus de fruits, graines des épices, sucreries, légumes conservés et fruits secs. Les importations des produits de la pêche en provenance des pays de cette zone ont aussi progressé de 2,7%, enregistrant une valeur de 4,4 millions de dollars durant les 6 premiers mois de 2015. Au cours de cette période, les principaux fournisseurs de l'Algérie au sein de la Gzale ont été l'Arabie saoudite (24%), l'Egypte (19,6%), la Tunisie (18%), les Emirats arabes unis (12%) et le Maroc (9,3%). A rappeler que la création d'une Grande zone arabe de libre-échange avait été décidée par le Sommet arabe d'Amman en 2001. La Gzale prévoit une suppression totale des droits de douanes entre les pays signataires de l'accord, visant à dynamiser et à contribuer à l'augmentation des échanges commerciaux inter-arabes. La Gzale

regroupe actuellement 19 pays: Algérie (membre depuis 2009), Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unies, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Soudan, Syrie, Tunisie, Qatar et Yémen. Sur l'année 2014, la balance commerciale de l'Algérie avec Gzale avait réalisé un excédent de plus de 1 milliard de dollars.

S. L./APS

Par Souad L.

Ce déficit enregistré sur la période janvier-juin 2015 s'explique notamment par la chute des prix du pétrole et le recul des exportations de sucre blanc. Ainsi, les exportations algériennes vers la Gzale, constituées essentiellement des hydrocarbures, ont atteint 1,253 milliard de dollars, en baisse de 27% par rapport à la même période de 2014, alors que les importations se sont établies à 1,31 milliard de dollars, en hausse de 2%. Hors hydrocarbures, les exportations du pays ont reculé de 31% pour atteindre 82,8 millions de dollars durant

les six premiers mois de l'année 2015 contre 120,2 millions de dollars durant la même période de 2014. Cette baisse des exportations hors-hydrocarbures (HH) s'explique principalement par le recul des exportations de sucre à 33 millions de dollars contre 77 millions de dollars (-57%). Représentant près de 60% des exportations HH vers la Gzale, les produits agricoles et agroalimentaires ont reculé à 49 millions de dollars (-45%), sachant que le sucre en représente 70%, alors que le reste se compose essentiellement des dattes (4 millions de dollars), des truffes (4 millions de dollars), des eaux minérales et gazéifiées (1,4 million de dollars), des pâtes ali-

mentaires (1,3 million de dollars) et des yaourts (1,3 million de dollars). Les produits industriels ont représenté, quant à eux, 40% des exportations algériennes HH vers cette zone avec un montant de 33,4 millions de dollars (+15%) dont 18,8 millions de dollars d'exportations d'ammoniac. Les principaux clients de l'Algérie pour les produits HH sont la Tunisie (29% des exportations algériennes), le Maroc (26%), le Liban (10%), la Syrie (7%), l'Irak et l'Arabie Saoudite (4% chacun). Les importations algériennes depuis cette zone ont augmenté par rapport à la même période de 2014 passant à 1,3 milliard de dollars contre 1,2 milliard de dollars (+2%). Les

Médicaments

Les importations en baisse sur les 9 premiers mois

Les importations des produits pharmaceutiques ont reculé à 1,37 milliard de dollars (usd) sur les 9 premiers mois de l'année 2015, contre 1,82 milliard usd sur la même période de l'année 2014, soit une baisse de 24,7%, selon les Douanes algériennes. Quant aux quantités importées, elles ont également connu une baisse mais à un moindre rythme en s'établissant à 19.061 tonnes contre 22.184 tonnes (-14,07%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). La baisse en valeur des importations, constatée depuis le début de l'année, a concerné l'ensemble de la composante des produits pharmaceutiques tandis que le recul des quantités importées a touché seulement les médicaments à usage humain, contrairement à celles des produits destinés à la médecine vétérinaire et des produits para-pharmaceutiques qui ont affiché des hausses. La facture des médicaments à usage humain (95%

de la facture globale des importations des produits pharmaceutiques) s'est chiffrée à près de 1,31 milliard usd contre 1,75 milliard usd (-25,27%), tandis que les quantités importées sont passées à 17.390 tonnes (t) contre 20 867 t (-16,7%). Les importations des produits para-pharmaceutiques se sont établies à 45,94 millions usd (1 180 t) contre 52,37 millions usd (931 t), soit une baisse de 12,27% en valeur et une hausse de 26,74% en quantité. Quant aux médicaments à usage vétérinaire, leurs importations ont atteint 20,39 millions usd (490,96 tonnes) contre 22,49 millions usd (385,64 tonnes), soit un recul de 9,34% en montant et une hausse de plus de 27% en quantité, sachant que l'Algérie n'a pas importé, en septembre dernier, des médicaments à usage vétérinaire. La baisse en valeur des importations des médicaments s'explique essentiellement, selon le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, par

une meilleure négociation des prix auprès des laboratoires étrangers. «Nous avons adopté une nouvelle méthodologie de fixation des prix, basée sur la comparaison des prix à l'international afin d'obtenir les meilleurs prix en Algérie lors de l'enregistrement des produits, dans le cadre de la maîtrise de la facture des importations», avait déclaré récemment le directeur des produits pharmaceutiques auprès de ce ministère. Cette nouvelle méthodologie a permis d'obtenir une baisse d'au moins 10% par rapport aux marchés européens, avait précisé le même responsable en ajoutant que les services du ministère veillent à ce que les prix en Algérie restent les plus avantageux dans la région.

La facture des importations des produits pharmaceutiques avait atteint près de 2,6 milliards usd en 2014, en hausse de 10,44% par rapport à 2013.

Ahmed J.

Salon de recrutement «Talents et emploi Grand ouest 2015»

PUS de 25 exposants

attendus à Oran

PUS DE 25 exposants participent au Salon de recrutement «Talents et emploi Grand ouest 2015», prévu du 19 au 21 novembre prochain au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris des organisateurs. Organisé par le portail Internet «Emploitic.com» dédié au recrutement et l'Agence de communication «The Graduate», spécialisée dans l'événementiel lié aux ressources humaines, ce salon se décline comme «un espace de rencontre et d'échange entre les entreprises et les postulants à l'emploi». Ce rendez-vous regroupera des entreprises versées dans diverses activités en recherche de jeunes talents fraîchement diplômés ou de cadres en quête de mobilité professionnelle. Il rassemblera également plusieurs agences et organismes spécialisés dans le recrutement. Ce salon représente, selon ses organisateurs, «un véritable lieu d'échange privilégié entre entreprises et les candidats à l'écoute du marché en Algérie. Il joue un rôle essentiel dans la valorisation des talents dans un marché de plus en plus dynamique et concurrentiel». L'événement représente, par ailleurs, un forum de recrutement mais aussi un espace de Networking et d'intermédiation permettant à ses visiteurs de rencontrer des décideurs ayant une bonne connaissance des réalités économiques du marché algérien et qui «inscrivent la mobilisation des connaissances et les expertises variées dans une véritable politique de gestion des ressources humaines», a-t-on ajouté de même source. Quatre éditions régionales sont prévues cette année, respectivement à Oran, Alger, Hassi Messaoud et Annaba, signale-t-on.

R.E.

À partir de la commune de Ouargla

Lancement de l'opération d'établissement du passeport biométrique

■ L'opération d'établissement des passeports biométriques à partir de la commune de Ouargla a été lancée officiellement depuis l'antenne communale «24-Février» (ex-la Silice), dans une première étape, en attendant sa généralisation aux autres communes de la wilaya, a-t-on constaté.



technicien en informatique, d'un attaché administratif, de 4 agents de saisie et de 5 agents de bureau, ayant reçu une formation intensive de 15 jours sur la manipulation des équipements destinés à l'établissement des documents biométriques. Une douzaine d'appareils informatiques, trois scanners et un support de photographie, en plus d'une liaison de l'antenne communale par fibre optique, ont été mis en place pour les besoins de cette opération devant permettre de délivrer les documents officiels biométriques dans un délai d'une semaine à 10 jours au plus tard, a-t-on expliqué lors de la présentation. Les préparatifs ayant précédé le lancement de l'opération, entamés depuis la semaine dernière, ont donné lieu à l'élaboration de quelque 25 passeports biométriques au niveau de l'antenne communale «24-Février» qui aura à traiter une moyenne de 30 dossiers/jour, dans une première phase, avant d'augmenter graduellement sa capacité. La

wilaya de Ouargla a été retenue par le ministère de tutelle parmi les wilayas-pilotes pour le lancement de l'opération d'établissement des documents biométriques (passeport et carte nationale) à partir des services de la commune, dans le but d'offrir un service public à la hauteur des attentes du citoyen en la matière. Concernant les documents officiels biométriques, la daïra de Ouargla a délivré, depuis le lancement de l'opération en 2012 jusqu'au mois d'août dernier, près de 40 000 passeports biométriques, dont plus de 13 327 depuis le début de l'année 2015, soit une moyenne de 46 passeports/ jour, selon les données fournies par les responsables des services de la daïra.

S. L./APS

Par Salim L.

Les citoyens pourront désormais bénéficier des nouvelles dispositions permettant d'obtenir leur passeport biométrique depuis cette antenne communale, au chef-lieu de wilaya de Ouargla, gagnant ainsi dans les délais de délivrance de ce document de voyage et atténuant la pression sur les services de la daïra qui en avaient, jusqu'ici, la charge, a-t-on expliqué. Lancée par les autorités de la wilaya, dans le cadre des festivités de célébration du 61^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1^{er} novembre 1954, l'opération entre dans le cadre de la modernisation de l'administration, l'amélioration du service public dans son volet lié à l'établissement des documents officiels, et le rapproche-

ment de l'administration du citoyen, ont souligné les responsables de la commune de Ouargla. Des moyens humains

et matériels conséquents ont été mobilisés pour l'opération, dont un staff de 12 personnes constitué d'un ingénieur d'Etat et d'un

Une centrale électrique de 3 000 KW projetée à El-Borma

UNE CENTRALE électrique d'une capacité de 3 000 KW est projetée dans la daïra de El-Borma (400 km à l'est de Ouargla), en vue de satisfaire l'augmentation de la demande prévue en électricité, a-t-on appris des responsables locaux du secteur de l'énergie. Occupant une superficie de 6 hectares, cette centrale diesel (6x500 KW), appelée à prendre en charge la croissance en matière de consommation électrique attendue dans les prochaines années à El-Borma, sera une extension de l'actuelle centrale (2 600 KW), inaugurée

en juillet dernier, a-t-on précisé en marge d'une récente visite de terrain des autorités de la wilaya de Ouargla dans cette daïra frontalière. La réalisation de cette future centrale, qui entre dans le cadre d'un programme national portant sur le développement de la production d'électricité, a été confiée à l'entreprise russe Technopromexport (TPE, compagnies d'ingénierie spécialisée dans le domaine de la construction des ouvrages énergétiques), a-t-on fait savoir sans préciser la date de lancement de ses travaux. La gestion des centrales diesel similaires, à travers

les wilayas du sud du pays, est assurée par deux unités relevant de «Shariket El-Kahraba Wel Taket El-Moutadjadja» (SKTM-filiale du groupe Sonelgaz), à savoir l'unité de production sud-est basée à Touggourt et l'unité de production sud-ouest basée à Béchar. Il s'agit, entre autres, de centrales implantées dans les régions de Bordj Omar-Driss, Bordj El-Haouès, Tinelkoud, Tin-Zaouatine, Idelès, In-Guezzam, Tamnassett, Béné-Abbes, Tabelbala, Talmine, Tindouf et Béchar, signale-t-on.

S.L.

Jijel

400 foyers bénéficient du gaz naturel à Djemaâ Beni-Hbib

La localité rurale de Djemaâ Beni-Hbib (Jijel) est raccordée au réseau de gaz naturel depuis mercredi dernier, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Fruit d'un investissement public de 26,4 millions de dinars, cette mise en gaz a été accueillie avec beaucoup de satisfaction par la population locale qui s'est définitivement débarrassée de la corvée du butane, d'autant que ce raccordement est intervenu avant l'hiver, a-t-on indiqué. S'agissant, précisément de l'hiver, la nécessité d'«actualiser le plan de déneigement» a été soulignée par les autorités de la wilaya de Jijel, a-t-on fait savoir à la cellule de communication de

la wilaya. Selon cette source, le wali, Larbi Merzoug, a insisté, lors d'une récente réunion de travail, sur «l'impérieuse nécessité d'actualiser le plan de wilaya de déneigement en tenant compte des expériences précédentes, et de sérier les points noirs dans l'ensemble des localités pour parer à toute éventualité». Ce plan devra également déterminer les itinéraires et les sites servant de point de départ des engins (chasse-neiges, pelleuses, niveleuses) afin d'intervenir efficacement «dans les plus brefs délais», a-t-on précisé. L'approvisionnement en bonnes de gaz butane pour répondre aux besoins des popu-

lations des localités rurales et montagneuses non encore raccordées au réseau du gaz naturel a également été mis en relief par le chef de l'exécutif local qui a appelé à la création de dépôts de proximité pour permettre aux citoyens de s'approvisionner dans de bonnes conditions. Le centre enfûteur de Taher, situé à quelques km du chef-lieu de wilaya, dispose d'une capacité de production de 12 000 bonnes par jour, a-t-on souligné dans ce contexte. S'agissant des zones soumises à des glissements de terrain et à des éboulements de rochers, le wali a chargé le directeur local des Travaux publics d'apporter des «traite-

ments nécessaires» afin d'éviter des situations d'isolement de localités et de protéger la vie des citoyens. Le secteur des Télécommunications a été, de son côté, sollicité pour veiller aux liaisons afin qu'il n'y ait pas de coupures susceptibles d'impacter les actions d'intervention, de secours et de coordination intersectorielle, a-t-on ajouté à la cellule de communication, rappelant que les autorités de la wilaya viennent, par ailleurs, de procéder au lancement de travaux pour le raccordement des localités montagneuses et rurales de Chehna et Ouled Askeur, totalisant près de 17 000 habitants.

Ahmed H.

Biskra Augmentation de la superficie vouée aux céréales

LA CAMPAGNE labours-semences cible cette saison à Biskra une superficie de 27 500 hectares, soit 260 hectares de plus par rapport à la campagne précédente, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Aïssa Derbali. Cette superficie, répartie sur la culture des blés dur et tendre et de l'orge, est concentrée dans les communes de Zeribet El Oued, Ain Naga, El Feïdh, Sidi Okba (partie orientale de la wilaya), Lioua et Doucen (ouest) et Loutaya (nord), a précisé le même responsable. Une superficie de 50 hectares est également consacrée à la production de fourrages, a également indiqué M. Derbali, ajoutant que tous les moyens nécessaires, humains et matériels, ont été mobilisés, en collaboration avec la Coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS), pour la bonne conduite des labours ainsi que pour l'accompagnement des agriculteurs en matière d'acquisition d'intrants. Selon le DSA, les pluies ne sont pas un facteur déterminant dans la conduite de la campagne labours-semences car les surfaces exploitées sont généralement irriguées par des eaux souterraines et superficielles provenant des barrages de Foug El Ghorza et de Fontaine des gazelles. Environ, 750 000 quintaux de céréales, toutes espèces confondues, ont été moissonnés dans la wilaya de Biskra au terme de la campagne agricole 2014-2015, a encore rappelé la même source.

Hani A.



Tunisie

Lancement d'une consultation nationale avec la société civile

■ Les travaux de la consultation nationale avec la société civile sur le projet de loi relatif aux élections municipales et régionales et le projet du code des collectivités locales ont démarré au Palais des Congrès à Tunis.

Par Souhila K.

Le président du Centre d'études fiscales à la Faculté de droit à Sfax, Néji Baccouche, a souligné la nécessité de recueillir les propositions de la société civile afin d'améliorer ou de reformuler le projet de loi sur les élections municipales, de manière à mieux répondre aux attentes des Tunisiens. Une formation aux candidats des prochaines municipales s'avère utile pour prendre conscience de leur «grande responsabilité» et faire bon usage de l'argent public, a-t-il préconisé. Elle est utile aussi pour faire bénéficier les collectivités locales de ressources propres, nécessaires à l'indépendance financière et administrative, a-t-il ajouté. Pour Ghazi Ghraïri, professeur de droit constitutionnel, le nouveau projet électoral est de nature à développer la scène électorale et consolider la démocratie participative. Ce projet de loi associe les jeunes aux affaires publiques et institue la parité horizontale et verticale pour garantir une plus large présence des femmes sur les listes électorales.

Selon Rafik Halouani, coordinateur du réseau Mourakiboun, il est nécessaire de proposer des solutions pratiques aux faillites éventuelles du projet de loi relatif

aux élections municipales et régionales, en s'inspirant des expériences réussies dans ce domaine. Il a suggéré un régime électoral favorable à la participation des petits partis et des listes indépendantes. Le ministre de l'Intérieur, Najem Gharsalli, a mis en exergue le rôle-clé de la société civile dans le suivi du processus de décentralisation, la consécration du principe du consensus et du dialogue et la démocratie participative. La décentralisation permettra d'instaurer des conseils élus et d'ouvrir de nouveaux horizons pour développer les services car elle est basée sur le principe de proximité ainsi que sur le rôle économique de la ville et de la région a-t-il noté.

Manifestation pour réclamer une augmentation de salaire

Par ailleurs, des centaines d'employés du secteur privé ont manifesté samedi à Tunis pour réclamer une augmentation de salaire alors que des négociations se poursuivent entre le principal syndicat, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), et le patronat (Utica). «Le respect des intérêts des travailleurs est un droit», ont scandé les manifestants rassemblés devant les locaux de l'UGTT dans le centre



de Tunis. Ils brandissaient des grandes affiches où on pouvait lire «nous réclamons une augmentation respectable» et «les salaires préservent la dignité des travailleurs». «Les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles et je ne comprends pas pourquoi l'Utica ne répond pas à nos revendications», a déploré l'un des manifestants. Les négociations sur la majoration des salaires dans le secteur privé ont

commencé depuis environ deux mois sans aboutir jusqu'à ce jour à un accord entre la centrale syndicale et l'Utica. Ces deux organisations font partie du quartet du «Dialogue national» auquel a été décerné le prix Nobel de la Paix 2015, notamment pour son rôle crucial dans la transition démocratique tunisienne. La date d'entrée en vigueur de cette augmentation et son taux sont les deux points à

résoudre dans les prochaines réunions, a précisé Belgacem Ayari, secrétaire général adjoint de l'UGTT. «Nous avons avec l'Utica une grande volonté à trouver une solution et conclure un accord à l'amiable», a-t-il ajouté.

S.K.

Sahara occidental

Des parlementaires européens exhortent la Commission à octroyer de nouvelles aides

Des parlementaires européens ont adressé vendredi une lettre au Commissaire chargé de l'Aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, l'incitant à «octroyer de nouvelles aides financières» aux réfugiés sahraouis durement touchés par les dernières pluies torrentielles qui ont dévasté plusieurs camps dans la région de Tindouf. «En tant que membres du Parlement européen, nous demandons à la Commission européenne d'exercer un rôle leader dans la gestion de cette crise, et d'octroyer de nouvelles aides financières, afin de répondre à cette catastrophe humanitaire, les campements de réfugiés sahraouis dépendant uniquement de l'aide internationale», ont-ils écrit dans leur lettre. Expriment la «préoccupation

profonde» du Parlement européen par la crise humanitaire qui frappe actuellement le Sahara occidental, consécutive aux pluies torrentielles qui ont dévasté cinq camps dans la région de Tindouf, ces parlementaires ont appelé à «davantage de solidarité internationale avec les réfugiés sahraouis». «Dans l'attente d'une solution politique à la question du Sahara occidental, nous en appelons à davantage de solidarité internationale avec les réfugiés sahraouis, qui vivent depuis pratiquement 40 ans en Algérie près de Tindouf, sous un climat désertique rude, avec un accès limité aux ressources de base», ont-ils ajouté. Le désert du Sahara ne connaît que très rarement de telles pluies. Ce phénomène inhabituel a engendré «une

situation d'urgence», inondant et détruisant des pans entiers des camps qui servaient d'abris aux quelques 90 000 réfugiés sahraouis les plus vulnérables dans le sud-ouest de l'Algérie, ont-ils souligné.

Les tentes sahraouies, leurs maisons faites de briques d'argile, ainsi que les infrastructures telles que les dispensaires, les hôpitaux et les écoles ont été «endommagés ou détruits», ont-ils fait remarquer. Les latrines, ont-ils poursuivi, doivent être reconstruites et les eaux de pluie doivent être rapidement drainées pour éviter les maladies, la contamination des eaux de source et l'effondrement d'autres bâtiments.

M.T.

Maroc/ Thème d'une conférence à Rabat

La «place de Ben Barka dans l'histoire contemporaine»

Une conférence sur la place de Ben Barka dans l'histoire contemporaine a été organisée à la Bibliothèque nationale de Rabat, à l'initiative de l'ancien Premier ministre marocain, Abderrahmane El-Yousseoufi, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de l'opposant politique marocain, Mehdi Ben Barka. Dans son allocution d'ouverture de cette rencontre à laquelle a pris part l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères et diplo-

mate onusien, Lakhdar Brahimi en tant qu'invité d'honneur, M. El-Yousseoufi a mis en exergue les qualités du défunt et son parcours militantiste, appelant l'Etat marocain à «dévoiler la vérité sur l'enlèvement» de ce militant pour permettre à ses proches de faire leur deuil. De son côté, M. Brahimi a évoqué les liens d'amitié qu'il entretenait avec le défunt, rappelant qu'il a été le dernier à avoir rencontré Ben Barka au Caire avant son départ pour Genève, puis à Paris

où il a été enlevé le 29 octobre 1965. Après avoir rappelé la situation politique internationale qui prévalait à l'époque, M. Brahimi a rappelé le rôle du défunt dans la préparation de la réunion tricontinentale de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à La Havane (Cuba). Dans leurs interventions, les participants ont évoqué la vie de l'opposant marocain, rappelant que Ben Barka avait poursuivi des études en mathématiques, en Algérie,

dans les années quarante. De retour au Maroc, Ben Barka s'engage dans la politique, animé par un esprit nationaliste. Ses idées et ses positions sur les différentes questions avant et après l'indépendance «dérangeaient les responsables de l'époque». Comme à chaque anniversaire de l'enlèvement de Ben Barka, les militants des droits de l'Homme appellent à faire toute la lumière sur l'enlèvement de Mehdi Ben Barka pour en juger les auteurs.

A.F./APS

Libye 10 Tunisiens enlevés par un groupe armé près de Tripoli

DIX OUVRIERS tunisiens, originaires de Chorbane, gouvernorat de Mahdia, ont été enlevés par un groupe armé près de Tripoli en Libye. Les Tunisiens se trouvaient à leur domicile, sis dans le quartier de Hachana (à Tripoli), quand des hommes armés ont surgi et les ont enlevés, sous la menace d'armes. C'est ce qu'a expliqué Mohamed Lahmar, le père de l'un des otages, qui a été alerté par son neveu, également ouvrier en Libye, mais qui ne se trouvait pas à la maison au moment des faits. «Le vendredi est un jour férié en Libye. Les Tunisiens étaient donc à la maison. Ceux qui ont exceptionnellement travaillé ont été épargnés. Mon neveu m'a appelé pour m'alerter sur l'enlèvement», a indiqué M. Lahmar. Cet enlèvement survient à quelques heures de l'arrestation, par l'armée tunisienne, de 10 Libyens en possession d'un fusil de chasse de calibre 12 mm et quatre cartouches du même calibre, qui étaient à bord de 3 véhicules dans la zone militaire tampon de Tataouine, près de la frontière tuniso-libyenne. Ceci explique-t-il cela ? D'autant que les milices libyennes ont pris l'habitude d'enlever des travailleurs tunisiens dans leur pays pour faire pression sur les autorités tunisiennes et les obliger à faire libérer leurs compatriotes arrêtés en Tunisie. R.M.



Turquie

Elections législatives sous tension

■ Les Turcs votaient hier pour une deuxième élection législative en cinq mois qui se déroule dans un pays divisé et sous tension, confronté à la reprise du conflit kurde, la violence jihadiste venue de Syrie et la dérive autoritaire de son gouvernement.

Par Ali O.

Seul au pouvoir depuis treize ans, le président islam-conservateur, Recep Tayyip Erdogan, espère prendre sa revanche sur le scrutin du 7 juin, où son parti avait essuyé un revers retentissant en perdant la majorité absolue qu'il détenait au Parlement. Son Parti de la justice et du développement (AKP) était arrivé en tête avec 40,6% des suffrages mais n'avait rattrapé que 258 sièges de députés sur 550, enterrant provisoirement son rêve de «superprésidence» aux prérogatives renforcées.

Les sondages créditent cette fois l'AKP de 40 à 43% des intentions de vote, un score toujours insuffisant pour gouverner seul.

Dès l'ouverture des premiers bureaux de vote à 7h00 (4h00 GMT) dans toute la moitié est du pays, les quelque 54 millions d'électeurs inscrits se sont déplacés en masse, avec l'espoir de mettre un terme à l'instabilité et à la violence qui règnent dans leur pays depuis l'été.

«Il faut un changement pour que notre pays puisse reprendre son souffle. La Turquie est devenue ingouvernable», a souhaité Ibrahim Yener, 34 ans, qui a glissé son bulletin dans l'urne dès l'aube dans le district de Cankaya à Ankara, un fief de l'opposition.



«L'AKP a transformé ce pays en champ de ruines», a renchéri Selim Ciftçi, un ingénieur de 55 ans, en faisant la queue devant le même bureau, installé dans un lycée récemment transformé en école religieuse. «Ça suffit !».

En juillet, le conflit armé qui oppose depuis 1984 les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aux forces de sécurité turques a repris dans le sud-est à majorité kurde du pays, et enterré le fragile proces-

sus de paix engagé il y a trois ans. La guerre qui sévit depuis quatre ans en Syrie a également rattrapé la Turquie. Après celui de Suroç (sud) en juillet, un attentat suicide perpétré par deux militants du groupe jihadiste Etat islamique (EI) a fait 102 morts le 10 octobre à Ankara.

Cette montée des violences inquiète de plus en plus ouvertement les alliés occidentaux de la Turquie, à commencer par l'Union européenne soumise à un flux croissant de réfugiés, pour l'essentiel syriens, en provenance de son territoire.

A Diyarbakir, la «capitale» kurde de Turquie, les électeurs sont venus voter très tôt et en masse, sous forte protection policière. «Tout ce que je veux, c'est la paix et la fraternité. On a

trop souffert ces derniers temps», a confié Mahmut Kiziloprak, un partisan du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) venu voter dans le district de Sur, théâtre récemment de violents affrontements entre des jeunes armés proches du PKK et la police.

Près de 400 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés pour assurer la sécurité du scrutin, notamment dans le sud-est.

Au terme d'une campagne âpre, le Premier ministre sortant, Ahmet Davutoglu, a mobilisé samedi une dernière fois ses troupes avec l'espoir de faire mentir les pronostics.

«La Turquie a besoin d'un gouvernement fort et malin en cette période critique», a-t-il lancé à Ankara. «Nous allons

définitivement débarrasser la Turquie de la terreur, des affrontements, de la violence et de l'adversité», a-t-il promis.

Même s'il ne se présente pas, le président Erdogan, véritable homme fort du pays, a pesé de tout son poids en se posant en seul garant de la sécurité et de l'unité du pays.

«Hier est un tournant pour notre pays», a averti M. Erdogan. «Si notre peuple se prononce pour le gouvernement d'un seul parti, alors la stabilité pourra continuer», a-t-il ajouté, «après ça j'espère que la "nouvelle Turquie" ne vivra pas les difficultés qu'elle a connues au cours des cinq derniers mois».

Ses rivaux ont dénoncé en retour sa dérive autoritaire, illustrée cette semaine encore par un raid spectaculaire de la police sur deux chaînes de télévision proches de l'opposition.

«Il se voit comme le chef religieux d'un califat», a raillé le chef de file du HDP, Selahattin Demirtas. «Certains veulent rétablir le sultanat dans ce pays, ne les y autorisez pas !», a exhorté sur le même mode le chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), Kemal Kilicdaroglu.

Dans ce contexte de polarisation extrême, les analystes politiques doutent des résultats des nouvelles discussions de coalition qui s'annoncent et anticipent déjà, en cas d'échec, un nouveau scrutin dès le printemps prochain.

«Le scénario le plus probable reste le même : encore des turbulences», a résumé l'analyste Asli Aydinbasbas, du Conseil européen sur les relations étrangères. A. O.



Points chauds

Machination

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément, il ne se passe plus une semaine sans que des prétendues collusions entre le PS et le FN ne soient dénoncées par la droite, à moins de deux mois des élections régionales de décembre prochain. En effet, l'une des attaques les plus fréquentes de la droite contre les socialistes est de les accuser depuis plus de trente ans maintenant de sciemment faire monter le vote pour le Front national en promouvant des lois jugées laxistes et pro-immigrationnistes. Des lois qui provoqueraient un tel rejet parmi les Français qu'une partie d'entre eux, notamment ceux qui en temps normal voteraient pour la droite, voterait alors par provocation pour le parti frontiste. Encore hier, Benoist Apparu, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, a affirmé que «ce qui se passe à Calais», où quelque 6 000 migrants vivent dans le camp de la «jungle», est «une alimentation permanente pour le Front national». «Bruno Le Maire a raison» de soupçonner François Hollande de faire monter le FN, a affirmé ce proche d'Alain Juppé. «C'est une technique électorale du PS depuis 30 ans que de faire effectivement monter le Front national». Selon lui, «quand un Etat laisse 6 000 personnes à Calais dans des bidonvilles et qu'il ne réagit pas, quand des autoroutes sont bloquées par telle ou telle catégorie de la population parce qu'elle n'était pas contente de je-ne-sais-quoi, ce sont des affaires qui alimentent le Front national». «Tant que l'Etat ne retrouvera pas l'autorité digne de ce nom, les électeurs iront au Front national. C'est aujourd'hui la responsabilité du Parti socialiste, de M. Hollande et de M. Valls que de montrer qu'il y a une autorité dans cet Etat, que nous gouvernons, que nous prenons des décisions et que nous les mettons en œuvre», a-t-il martelé. «Tant qu'il n'y aura pas ce retour de l'autorité, je crains que le Front national continue de progresser. Sur ce qui se passe sur Calais, c'est effectivement une alimentation permanente pour le Front national», a-t-il insisté. Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite et du centre pour 2017, a dit soupçonner le président François Hollande d'agir délibérément pour faire monter le Front national, dans un entretien au Monde publié samedi. Une stratégie qui consiste à diviser l'électorat de droite en poussant une partie de celui-ci à voter par exaspération pour le FN. Mais les études qui démontrent que depuis quelques années l'électorat socialiste se tourne lui aussi vers le parti de Marine Le Pen pourraient rendre cette stratégie très dangereuse pour le PS qui est déjà en mauvaise passe face à la droite et qui pourrait ainsi être la première victime de sa prétendue machination.

F. M.

Somalie

Au moins 12 morts dans l'attaque d'un grand hôtel de Mogadiscio

Au moins douze personnes ont été tuées, hier, dans l'attaque d'un grand hôtel de la capitale somalienne Mogadiscio par des islamistes shebab qui ont utilisé un véhicule bourré d'explosifs pour se frayer un chemin à l'intérieur de l'établissement, a annoncé la police. Les insurgés shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont revendiqué l'attaque qui a eu lieu à l'aube dans l'hôtel Sahafi, situé près du carrefour K4 et fréquenté par des parlementaires, des fonctionnaires et des hommes d'affaires. En fin de matinée, l'Agence nationale somalienne de renseignements a déclaré que l'attaque était terminée, même si les forces de sécurité continuaient à fouiller le bâtiment et que les shebab affirmaient avoir encore des combattants à l'intérieur. L'hôtel «est maintenant complètement sécurisé», a déclaré l'agence dans un communiqué, sans donner de détails sur le bilan des victimes. La force militaire de l'Union africaine en Somalie (Amisom), qui combat les shebab aux côtés du gouvernement somalien, a éga-

lement assuré que l'établissement était sécurisé. «Nous avons des informations faisant état de douze morts», a déclaré un responsable de la police, Abdulrahid Dahir. «Les agresseurs ont fait exploser une voiture piégée pour ouvrir un passage avant d'entrer à l'intérieur de l'hôtel». Un journaliste figurait parmi les personnes tuées, selon ses collègues, ainsi qu'un ancien chef d'état-major de l'armée somalienne. L'envoyé spécial de l'ONU en Somalie, Nick Kay, a condamné une «attaque sanglante», qui met, selon lui, en évidence la nécessité d'aider les forces de sécurité somaliennes à prévenir de telles attaques. Des témoins ont rapporté avoir vu plusieurs corps de personnes tuées dans l'explosion initiale, quand un minibus rempli d'explosifs aurait été lancé sur le portail de l'hôtel. Une seconde forte explosion a été entendue. Les shebab se sont ensuite précipités à l'intérieur. Des témoins ont fait état d'intenses échanges de coups de feu et d'autres déflagrations. Les shebab, qui luttent

pour renverser le gouvernement somalien soutenu par la communauté internationale, ont déjà mené plusieurs attaques contre des hôtels de Mogadiscio. Le recours à des véhicules remplis d'explosifs et conduits par des kamikazes, pour ouvrir l'accès à des assaillants à pied vers l'intérieur d'un bâtiment, est une tactique fréquemment employée par les shebab. Comme d'autres établissements internationaux de Mogadiscio, le Sahafi est fortifié. C'est dans cet hôtel que deux agents des services de renseignement français avaient été enlevés en 2009. L'un avait ensuite réussi à s'échapper, mais l'autre avait été tué par les shebab lors d'une opération destinée à le libérer en 2013. Un porte-parole des shebab, Abdulaziz Abu Musab, a déclaré en début de matinée dans un communiqué que «les combattants moudjahidines (avaient) pris le contrôle de l'hôtel Sahafi, où des apostats et des envahisseurs chrétiens résidaient» et menaient des opérations à l'intérieur.



Après 30 ans d'absence

Les Ath Yenni célèbrent le retour du chanteur Idir

■ Le retour au pays tant attendu du chanteur kabyle Idir sera célébré par la population de sa région natale, Ath Yenni, qui lui rendra un grand hommage les 5 et 6 novembre courant.

Par Hamid Messir

L'activité est initiée par le Festival lumière sur le patrimoine historique et culturel de la Kabylie dans sa deuxième édition qui aura lieu du 6 au 9 novembre dans quatre communes : Ath Yenni, Akfadou, Ighil Ali et Qalaa Nath Abbas.

La population d'Ath Yenni va ainsi honorer son fils Idir, de son vrai nom Hamid Cheriet, «l'ambassadeur de la chanson algérienne d'expression kabyle, auteur de la magique chanson «Vava Inouva».

Selon les organisateurs, le programme de cet hommage à Idir débutera dans une soirée du jeudi 5 novembre par un accueil chaleureux, après 30 ans d'absence, de l'enfant prodige de Ath Yenni et des personnes qui l'accompagneront, notamment Tassadit Yacine, Mohamed



P.H. DK

Saadi, Kamel Hamadi et Mokrane Gacem, au niveau de l'entrée de la commune par le maire et un groupe de personnes âgées des sept villages de la commune. Un burnous lui sera remis comme symbole de la sainteté, de la noblesse de son combat, de la vertu et du courage.

Pour le second jour, des chants de chorale de la troupe «Taziba», des prises de paroles, des témoignages des conférences et de la poésie, sont prévus en présence de figures de la revendication identitaire et des précurseurs de la chanson berbère, d'universitaires, d'hommes de culture et d'artistes dans différents domaines. Idir sera décoré ce jour-là de la distinction «l'étoile d'argent» réalisée par les maîtres artisans bijoutiers d'Ath Yenni. Elle lui sera remise en reconnaissance pour tout ce qu'il a fait pour la chanson kabyle.

Par ailleurs, le chanteur kabyle Idir était hier soir l'invité de radio Tizi Ouzou, de 21h00 à minuit, dans une émission spéciale animée par l'animateur de la Radio nationale et de Tizi FM, Arezki Azouz. Idir, qui ne s'est pas exprimé sur une chaîne de télévision et de radio algérienne depuis plusieurs années, a décidé d'accorder ce long entretien à Arezki Azouz connu pour sa proximité avec les grands chanteurs kabyles eu égard à l'intérêt qu'il porte pour la chanson kabyle. Durant l'émission, Idir est revenu sur son parcours et ses projets à venir. H. M.

Nouveau recueil bibliographique

«Trente années de voyage», du dramaturge Mourad Senouci

«Trente années de voyage» est le titre d'un nouveau recueil bibliographique de Mourad Senouci qui se propose de contribuer à l'enrichissement des sources documentaires relatives au 7^e art national, a-t-on appris à Oran auprès de ce dramaturge. Rédigé en langue arabe sous le titre «*Rihlet talatoune sana*», cet ouvrage a pour but de «partager le vécu de mes trente années de pratique avec les amoureux de l'art théâtral et les jeunes chercheurs universitaires investis dans ce domaine», a-t-il confié dans une déclaration à l'APS. Cet opus bibliographique, dont la première présentation est prévue mercredi prochain au Salon international du livre d'Alger (SILA), offre au lecteur un aperçu détaillé sur la quasi-totalité des productions textuelles de l'auteur. Connue

pour sa capacité à balancer entre divers registres, à savoir le théâtre de société, la comédie et le théâtre pour enfants, Mourad Senouci compte nombre d'œuvres à succès, dont «*Metzeouedj fi otla*» (un mari en vacances) et «*El-assad oua el hattaba*» (le lion et la bûcheronne/pour enfants).

Sa publication qui s'étend sur plus de 200 pages, comprend au total 15 pièces théâtrales illustrées de photos de scène, d'afiches et de l'assistance présente aux représentations ou aux séances de lecture publiques données à travers les différents théâtres et salles culturelles du pays. Le recueil est également assorti d'un support audiovisuel (DVD) gratuit du one-man-show «*Metzeouedj fi otla*» (interprété par Samir Bouanani) qui constitue le spectacle le plus

populaire de l'auteur, avec six années de diffusion et plus de 200 représentations en Algérie et à l'étranger (Etats-Unis, France et Maroc).

La première présentation de cet ouvrage, prévue mercredi au Sila, se tiendra au stand de la maison d'édition algérienne «Dar El-Baghdadia» et en présence du romancier algérien Wassini Laredj qui a écrit la préface du recueil. D'autres séances avec débat et dédicace sont programmées durant les mois de novembre et décembre à Oran, au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA, Alger), à l'Université de Sidi Bel-Abbès, au Club littéraire de Chlef et au Festival du théâtre amazigh de Batna.

Hani Y./APS

Photographie

Le Prix Nadar décerné à un livre sur l'Algérie de Boudjelal

Le prix Nadar Gens d'images, attribué à un auteur d'un livre de photographie, a été décerné vendredi soir à l'ouvrage «*Algérie, clos comme on ferme un livre ?*», édité par Le Bec en l'air, avec des photographies de Bruno Boudjelal et des textes de François Cheval. Photographe d'origine algérienne, Boudjelal, de l'agence VU, a exploré depuis plus de dix ans, de façon «très personnelle» l'Algérie, entre «carnet de voyage et témoignages», ont expliqué les organisateurs dans un communiqué. Le photographe qui accompagne son père décide de retourner en Algérie et il découvre «à la fois un pays, une famille, des paysages qui lui parlent et des personnes avec lesquelles il dialogue sans savoir vraiment comment se situer». Ces dix années le font passer du noir et blanc à la couleur dans

une tentative de «mettre en perspective le quotidien et l'histoire». Avec le titre, «*Algérie, clos comme on ferme un livre ?*», emprunté du texte de l'hymne national (Qassaman), Boudjelal éclaire une histoire, même personnelle, avec un «lent processus de questionnement intime» pour l'artiste. A travers son livre,

le photographe a exploré l'Algérie d'est en ouest, dans un «road movie», fixant à jamais «tout ce qui croise». Une fois le travail achevé, il le structure sous forme d'exposition, de projection et de livre, avant de décider de se concentrer sur l'Afrique. La maison d'édition indépendante basée à Marseille, Le Bec en

l'air, publie des ouvrages sur la photographie, et le patrimoine. Créé en 1955, le prix Nadar est attribué par l'association Gens d'images en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France, le musée Nicéphore Niepce à Chalon-sur-Saône et la Fnac.

Racim C.

Bamako

Ouverture de la 10^e Biennale africaine de la photographie

LA 10^e BIENNALE africaine de la photographie s'est ouverte samedi à Bamako. Une centaine de photographes venus d'une vingtaine de pays participent à cette rencontre qui se tiendra jusqu'au 31 décembre sous le thème «Telling time».

La dernière édition, en 2013, avait été annulée en raison de la crise politico-sécuritaire au Mali.

«Cette édition des Rencontres de Bamako témoigne du courage des acteurs maliens et est aussi un signal fort de la résilience du Mali», a déclaré le délégué général de la manifestation, Samuel Sidibé, lors de la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée dans les jardins du Musée national en présence du Premier ministre Modibo Keita.

Coproduite par le ministère malien de la Culture et l'Institut français, la Biennale s'achèvera le 31 décembre, après une première semaine, jusqu'au 4 novembre, dédiée aux rencontres entre artistes et professionnels, dont une dizaine d'artistes vidéo.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Plais des expositions Safex :

Jusqu'au 7 novembre : Salon international du livre d'Alger.

Galerie Ezzou'art

Jusqu'au 12 novembre : Exposition de l'atelier Soupçon d'art, intitulée «La céramique autrement». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzouk et le plasticien Karim Sergoua.

Galerie d'art Dar El-Kenz

Jusqu'au 14 novembre : Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Ait El-Hara, Moncef Guita, Noureddine Chegrane, Mohamed Massen, Hella Zoubir et Moussa Bourdine.

Galerie d'art Sirius

Jusqu'au 5 novembre : «Exposition d'automne» de l'artiste Moussa Bourdine.

Coup-franc direct



La honte !

Par Mahfoud M.

Neuf heures ! C'est le temps qu'ont passé les supporters de l'USMA dans les tribunes du stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine) à attendre le match de leur équipe favorite pour le compte de la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique. Les fans ont été malmenés et beaucoup d'entre les inconditionnels des Rouge et Noir, tickets à la main, n'ont pu pénétrer dans le stade après avoir été déclaré archicombe à 11 h déjà. Celui qui a opté pour le stade de Bologhine pour recevoir le TP Mazembe devait savoir qu'il ne pouvait pas contenir tous les fans qui souhaitaient apporter leur soutien à la formation de Soustara, très petit pour ce grand rendez-vous. Les dirigeants de l'USMA en optant pour Omar-Hamadi savaient-ils que cela allait poser des problèmes ? Mais le plus important pour eux était de se prendre la tête et recevoir la formation de la RDC dans ce stade pour soi-disant s'offrir plus de chances de décrocher la victoire sans penser à autre chose. Décidément, c'est honteux pour ces responsables qui ne pensent pas au simple supporter, pourtant acteur principal qui doit être mis dans les meilleures conditions possibles pour apporter son soutien à son équipe. Mais encore une fois, les intérêts personnels l'emportent sur tout autre chose. **M. M.**

Leicester City

Mahrez brille face à West Bromwich

L'INTERNATIONAL algérien de Leicester City, Riyad Mahrez, a réalisé un doublé, son second de la saison, à l'occasion de la rencontre en déplacement contre West Bromwich (3-2) pour le compte de la 11^e journée du championnat d'Angleterre «Premier League» de football. Mené à la marque (1-0) sur un but de Rondon (30), Leicester City a renversé son adversaire à l'entame de seconde période grâce à un doublé réussi par Mahrez en sept minutes (57', 64') avant que Vardy n'aggrave la marque (77'). L'ancien joueur du Havre a marqué à chaque fois en partant dans le dos de la défense adverse, une fois à droite, une fois à gauche. A la faveur de son doublé contre West Bromwich, le deuxième depuis le

début de la saison, Mahrez porte son total buts à sept unités et se hisse à la seconde place au classement des buteurs en compagnie de Ighalo (Watford). La première place est occupée par son coéquipier Vardy, auteur de 11 buts en autant de rencontres. Grâce à son succès en déplacement, Leicester City de Claudio Ranieri remonte à la 3^e place au classement avec 22 points à trois longueurs des co-leaders Manchester City et Arsenal. Mahrez figure sur la liste élargie retenue par le sélectionneur de l'équipe d'Algérie Christian Gourcuff, en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

MC Oran

Benchadli nouvel entraîneur

LE TECHNICIEN Djamel Benchadli est le nouvel entraîneur du MC Oran (Ligue 1 algérienne de football) en remplacement du Français Jean-Michel Cavalli, limogé vendredi, a appris l'APS samedi auprès de l'intéressé. «J'ai reçu un contact officiel de la direction du MCO juste après le limogage de Cavalli pour reprendre les destinées techniques de l'équipe. Nous avons négocié samedi et nous avons trouvé un compromis pour un contrat de 18 mois. J'entame ma

mission dimanche», a indiqué Benchadli. Classé troisième lors du précédent exercice, le MCO n'arrive toujours pas à amorcer son départ cette saison, étant toujours scotché à l'avant-dernière place au classement, avec 9 points, au terme de la 10^e journée. En dépit du point décroché vendredi sur le terrain de l'USM Harrach (1-1), la direction du MCO a procédé au limogage de Jean-Michel Cavalli, en poste depuis la saison dernière.

Mondial 2015 (athlétisme handisport)

L'EN à la 22^e position

LA SÉLECTION algérienne d'athlétisme handisport a terminé la 7^e édition des Championnats du monde organisés à Doha du 22 au 31 octobre, à la 22^e place au classement général avec un total de 11 médailles dont deux en or, lors de ce rendez-vous dominé par la Chine avec 85 médailles dont 41 en or. 1 300 athlètes représentant 90 pays ont pris part aux rendez-vous de Doha, qualificatif aux Jeux paralympiques de Rio (septembre 2016). La dernière journée des compétitions n'a pas porté de consécration à l'Algérie, puisque les deux derniers athlètes engagés, Mohamed Berrahal (finale du 400m, classe T51) et Kamel Kardjena (finale du disque, classe F33/34), n'ont pas eu les résultats escomptés. Kardjena (F33) a terminé le concours du disque en 8^e position avec un jet à 24.70m, réalisé à son 5^e essai. Le concours a été remporté par le Chinois, classe

F34, Wang Yanzhang (41.93m). De son côté, l'Algérien Mohamed Berrahal a été disqualifié lors de la finale du 400m, après avoir terminé la course en 3^e position, derrière le Mexicain Navaro Sanchez (1:24.46), médaillé d'argent et le Belge Peter Genyn (1:22.66). A la fin de la course, les juges de l'épreuve ont déclassé, Berrahal, pour «être sorti de son couloir à plusieurs reprises, ce qui lui a valu, selon le règlement de la compétition, une disqualification automatique», nous a-t-on expliqué. En effet, le coureur algérien qui était dans une belle forme physique, a été victime d'une «malédiction». En effet, à dix minutes de son entrée à la chambre d'appel, son fauteuil de course a subi une panne irréparable. Sa roue avant a été endommagée et l'axe de la direction s'est cassé, après un fâcheux accident qui a coûté à l'athlète une disqualification, et la perte d'une médaille.

Finale aller de la Ligue des champions /USMA 1-TP Mazembe 2

Les Rouge et Noir hypothèquent leurs chances

■ L'USM Alger a hypothéqué ses chances de remporter la Ligue des champions africaine de football, la première de son histoire, après sa défaite à domicile (2-1) face à la formation congolaise de TP Mazembe en finale aller disputée samedi soir au stade Omar-Hamadi (Alger).

Par Mahfoud M.

L'entraîneur des Rouge et Noir, Miloud Hamdi, a affirmé, avant cette rencontre, que son équipe «peut triompher à Lubumbashi», mais la tâche semble ardue, voire impossible, après cette défaite face au coriace représentant de la République Démocratique du Congo, surtout qu'il sera avantage par le terrain et le soutien inconditionnel de son public au match retour, le 8 novembre à Lubumbashi. Les Usmistes, malgré l'absence de certains titulaires habituels comme Rabie Metah et Carlous Andria (suspendus), ont abordé cette rencontre avec conviction, essayant de créer le danger d'entrée de jeu, notamment par Benayada sur balle arrêtée, mais sans succès. La réussite était plutôt du côté des Corbeaux, qui après deux tentatives repoussées par Zemmamouche - l'homme du match - ont réussi à ouvrir le score par Kalaba, d'un tir en pleine lucarne à la 28^e minute de jeu. L'addition aurait pu être plus salée pour l'USMA si Sinkala avait gagné son face à face devant Zemmamouche à la 36^e minute, mais encore une fois le gardien usmiste était à la parade. De leur côté, les locaux ne se sont procurés qu'une seule véritable occasion par Ferhat à la 38^e minute, mais son tir a été capté assez facilement par l'expéri-



Les Usmistes ont raté le coche lors de cette manche aller

menté Kidiaba. Les Corbeaux ont terminé la première mi-temps à dix, après l'expulsion de Kalaba, auteur d'un geste antisportif lui ayant coûté un 2^e carton jaune (45'). Une infériorité numérique qui, cependant, n'a pas affecté le TP Mazembe outre mesure, puisqu'il a abordé la 2^e mi-temps avec la même hargne, manquant de très peu de doubler la mise dès la reprise. Le pressing des Congolais a fini par payer à la 68^e minute, obtenant à la fois un penalty et un carton rouge pour El Orfi, qui a concédé cette faute suite à une main à l'intérieur de la surface de réparation. Zemmamouche, le meilleur

usmiste sur le terrain, s'est interposé devant Sinkala, maintenant le score (1-0), mais il n'a fait que retarder l'échéance, puisque Khoualed a concédé un 2^e penalty à la 78^e minute, qui cette fois fut transformé par l'excellent Samatta. A deux minutes du coup de sifflet final, alors que tout semblait perdu, Seguer a redonné une leur d'espoir à l'USMA en réduisant le score (2-1). Il sera très difficile de reprendre espoir au match retour, surtout quand on sait que le TP Mazembe n'a pas pour habitude de rater les grands rendez-vous. **M. M.**

Sporting Lisbonne

Slimani intéresse Montpellier

L'attaquant international algérien du Sporting Lisbonne, Islam Slimani, est sur les tablettes de la formation française de Montpellier HSC (Ligue 1 française de football), rapporte le journal portugais Record. Confronté à de grosses difficultés offensives (8 buts marqués en 11 matchs de Ligue 1), Montpellier serait à la recherche d'un attaquant efficace pour lui permettre de remonter au

classement, où il pointe au 17^e rang. Agé de 27 ans, Slimani a inscrit 6 buts en 8 matchs en championnat (Liga Nos) cette saison. Un transfert qui paraît très compliqué pour les Héraultais puisque le buteur des Verts a récemment prolongé son contrat avec le club portugais jusqu'en 2020 et dispose d'une clause libératoire fixée à 30 millions d'euros. Outre Montpellier, le buteur algé-

rien est courtisé également par Celtic Glasgow, le Betis Séville, Swansea et West Ham. Slimani figure dans la liste élargie retenue par le sélectionneur de l'équipe d'Algérie, Christian Gourcuff, en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

Valence

Feghouli buteur dans le derby contre Levante

L'INTERNATIONAL algérien de Valence CF, Sofiane Feghouli, de retour de blessure, a contribué au large succès de son équipe lors du derby contre Levante 3-0 samedi soir en match comptant pour la 10^e journée du championnat d'Espagne de première division de football. Auteur d'un match plein, Feghouli a d'abord obtenu un penalty pour son équipe à l'entame de la seconde période, transformé par Alcacer (61'). Dix minutes plus tard, il marque le second but de Valence avant que Bakkali ne marque le troisième but (3-0) de la rencontre. Feghouli avait manqué le match perdu par son équipe contre l'Atletico Madrid (2-1), de la neuvième journée, en raison d'une blessure au pied

gauche, contractée lors des deux derniers matchs amicaux de la sélection algérienne contre la Guinée et le Sénégal (9, 14 octobre). A la faveur de ce succès, Valence se hisse à la 6^e place au classement avec 15 points, tandis que Levante de Nabil Ghilas, qui a joué le dernier quart d'heure de la partie, reste lanterne rouge avec 6 points. Feghouli figure sur la liste élargie retenue par le sélectionneur de l'équipe d'Algérie Christian Gourcuff, en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Besbès (Biskra)

Sept personnes périssent dans un accident de la route

SEPT personnes ont perdu la vie dans un accident de la circulation survenu dimanche matin dans la commune de Besbès, à quelque 150 km à l'ouest de Biskra, a appris l'APS auprès de la Protection civile. Aucun des passagers circulant à bord de deux automobiles (un mini-camion de type «Herbin» et une voiture de tourisme) n'a survécu à la violence de la collision entre ces deux véhi-

cules sur le chemin de wilaya (CW) n° 4-A reliant Besbès à Ras El Miad, a-t-on précisé de même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents, cependant que les corps des 7 victimes ont été déposés à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) d'Ouled Djellal, ont conclu les services de la Protection civile.

Hani Ch.

Film de Larbi Lakehal

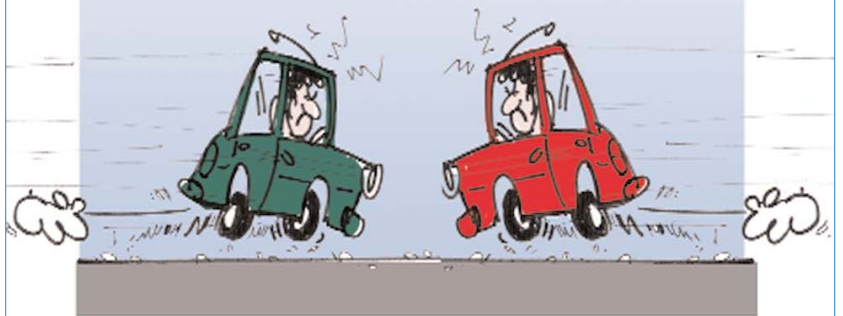
Premier tour de manivelle du film «El-Bayadh, la résistance»

LE PREMIER tour de manivelle d'un film d'histoire «El-Bayadh, la résistance» a été donné dimanche à El-Bayadh par son réalisateur, Larbi Lakehal, en présence des autorités de la wilaya, dans le cadre des festivités célébrant le 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre. D'une durée de 70 minutes, cette œuvre cinématographique s'inspire des événements et actions historiques vécus par la région d'El-Bayadh durant la guerre de Libération nationale, notamment la période s'étalant entre 1942 et 1962, a indiqué à l'APS le réalisateur. Cette période, a-t-il expliqué, a été marquée par la naissance du mouvement national dans la région, avec la création des premières cellules du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement du triomphe des libertés démocratiques (MTLD), et les visites de Messali Hadj et Ahmed Benbella qui a lui-même fondé la première cellule de l'organisation secrète (OS) dans la région d'El-Bayadh. Ce film retrace la contribution d'une famille locale, témoin de la naissance du mouvement national dans la région d'El-Bayadh, et qui a contribué à l'action révolutionnaire et ce, comme exemple de militantisme et de

sacrifices, à l'instar de ce qui s'est produit dans d'autres régions du pays, a affirmé le réalisateur. Le rôle du père «Hadj Mohamed» de cette famille révolutionnaire est incarné par l'acteur Abdennour Chellouch, accompagné dans ce film par de nombreux autres acteurs, dont des jeunes talents artistiques locaux. Le scénario du film été adapté du roman «Gényville ou les sources taries» de l'auteur Moussaoui Bessayeh Rabia, en plus de la consultation d'autres sources académiques et témoignages-vivants, dont celui du moudjahid Boualem Baki, a fait savoir M.Lakehal. Le tournage du film devra s'étaler sur sept semaines, à travers plusieurs sites de la wilaya d'El-Bayadh ayant été le théâtre de hauts faits de moudjahidine, ainsi que de la cruauté et exactions commises par les forces coloniales françaises. Le réalisateur fait recours, pour les besoins de son film, à des techniques cinématographiques modernes, en réalisation et montage de cette œuvre dont la première projection devrait intervenir à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du chahid, le 18 février prochain, selon les prévisions de Larbi Lakehal.

Racim C.

HAUSSE DES VIOLENCES ROUTIÈRES



Lamis

Djalou@hotmail.com

Crise libyenne

Réunion tripartite Algérie-Egypte-Italie aujourd'hui à Alger

■ Une réunion tripartite regroupant l'Algérie, l'Égypte et l'Italie se tiendra aujourd'hui à Alger, pour examiner la situation en Libye, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Par Saïd F.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des consultations entre ces trois pays, réunira le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, le ministre des Affaires étrangères de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel, le ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Sameh Choukry, le

ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Italie, Paolo Gentiloni, précise le communiqué. «Les ministres auront à examiner notamment la situation en Libye et les moyens susceptibles de hâter et faire aboutir le processus de dialogue national interlibyen conduit par les Nations unies pour la mise en place d'un gouvernement de large union nationale dans le

cadre de la solution politique», relève la même source. Par la même occasion, les trois ministres procéderont, également, à «l'évaluation des implications de l'instabilité politique et sécuritaire dans ce pays sur son voisinage et dans la région en général», ajoute le communiqué.

S. F./APS

Célébration du 61^e anniversaire du 1^{er} novembre à Béjaïa

Lancement et inauguration de plusieurs projets

Le 61^e anniversaire du déclenchement de la révolution (1^{er} novembre 1954), a été célébré cette année par un programme qui a débuté par la levée du drapeau national, le dépôt d'une gerbe de fleurs et une cérémonie au niveau du musée du Moudjahid où trois moudjahidine très connus dans la région ont été honorés. Il s'agit d'Adjaoud Lahlou, Ikhlef Youcef et Bekka Ouari. Deux familles de chouchou, en l'occurrence Touati Bachir et Meziani Madjid ont été également honorées à titre posthume. Des cadeaux symboliques ont été remis aux familles des journalistes originaires de la wilaya décédés ces dernières années en l'occurrence Abdelkrim Djaâd et Laïd Maâouche. Le programme s'est poursuivi avec l'inauguration du nouveau siège de la conservation des forêts, inauguration du siège commercial d'Oreodo à la Cité Tobal, inauguration d'un siège commercial

d'Algérie Télécom, une annexe administrative à la cité des 1000 logements à Ihaddaden et l'inauguration aussi du siège administratif de la société Naftal. Des projets ont été lancés à l'occasion par le wali, notamment la pose de la première pierre du projet de réalisation de la maison de l'environnement implanté à la cité Ecotex, la pose de la première pierre pour la réalisation du projet de bibliothèque et une maison de jeunes à Sidi-Ali Lebhar, lancement des travaux de réalisation d'un autre bureau poste à la cité Nacéria. Des baptisations d'édifices publics ont été effectuées par le chef de l'exécutif, notamment celle de la nouvelle école de Targa au nom des deux martyrs, Boudehouche Belkacem et Ahmed, baptisation de la rue reliant le boulevard des Aurès et le boulevard de la Soummam au nom du chahid Hamani Latamène et la baptisation de la nouvelle école primaire

à Sidi-Ali Lebhar au nom du chahid Chaïbi Rabah. A noter que le programme de célébration de cette date symbolique de l'histoire contemporaine de notre pays a débuté avant-hier soir à 22h00 avec la présentation d'une pièce théâtrale au niveau du TRB intitulée «Guerre des Adolescents» et la levée du drapeau national au niveau de la place du 1^{er} novembre. A noter aussi que plusieurs associations culturelles, sportives, etc. ont préparé des festivités et activités aux quatre coins de la wilaya. C'est ainsi que l'association Med-Action d'Akbou a organisé la journée de samedi un colloque scientifique sur l'histoire de la guerre de Libération nationale intitulé, «Pourquoi le 1^{er} novembre 1954?». Cette rencontre a été animée dans un hôtel de la commune par d'éminents historiens algériens et français, à l'instar de Gilbert Meynier, professeur émérite à l'université de Nancy II,

ancien Maître de conférences à l'université de Constantine et auteur, Gilles Manceron, journaliste, auteur, rédacteur en chef de la revue «Hommes et Libertés» de la Ligue des droits de l'Homme et Tahar Khalfoune, conseiller juridique, enseignant à l'université «Lumières» de Lyon 2, et auteur également. Cette rencontre a été modérée par Samira Bendris, éditrice et passionnée d'histoire. «À travers cette manifestation, nous voulons apporter notre modeste contribution à l'écriture de l'histoire; une entreprise éminemment délicate», souligne l'organisateur. La ligue de gymnastique de la wilaya a organisé pour sa part un tournoi d'aérobic hier. L'association «Inaslayen» du village Thakaât de Seddouk a organisé aussi une série d'activités pour commémorer cette date dont l'inauguration d'une stèle où sont transcrits les noms de 46

martyrs. Une inauguration à laquelle ont pris part les autorités de la wilaya, des hommes d'histoire, de culture, des moudjahidine. Cette rencontre a été marquée par des témoignages poignants sur des faits de la guerre de Libération nationale, vécus par des moudjahidine qui ont activement participé à des batailles contre le colonisateur. Un défilé a été aussi organisé par les participants avec la levée des couleurs puis le dépôt d'une gerbe de fleurs, et ensuite des chants patriotiques chantés par une chorale de la région. Une exposition sur l'histoire du village et de la Wilaya III et une randonnée sur les sites historiques ont figuré aussi dans le programme dans lequel il a été inclus aussi la projection d'un film long métrage sur l'histoire du village Takaât puis une conférence-débat a été animée.

Hocine Cherfa